

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2888

13 octobre 2014

SOMMAIRE

6543 Luxembourg S.A.	138584	Phimac Finances S.A.	138623
Alu-Co 2 S.à r.l.	138589	Realtune Finance S.à r.l.	138583
Alu-Co S.à r.l.	138589	Revreal S.A.	138584
AXA Redilion ManagementCo S.C.A. ...	138624	Roro Investments S.à r.l.	138594
Ayr Issuer S.A.	138590	SCI d'Alba	138591
Black Screen S.à r.l.	138579	Seynaeve Textiles Lux S.à r.l.	138578
International Product Company S.A. ...	138590	SIA Holding S.A.	138591
Isna Car Invest S.A.	138590	Sico S.A.	138591
Java International S.à r.l.	138585	SN Properties S.à r.l.	138580
Kapira, S.à r.l.	138586	Société Immobilière Bâtiment Konrad Adenauer du Parlement européen	138578
Lakehouse S.A.	138587	Sogeco Participations Sàrl	138579
Land Development Holding S.à r.l.	138585	Solomo365 S.à r.l.	138591
Langley HoldCo S.à r.l.	138589	Space at Work	138580
Lara Luxembourg Invest SA	138586	Special Projects Luxembourg II S.à r.l. ..	138581
LBREP III Tim S.à r.l.	138588	Speman S.A.	138579
Le Grain de Sel s.à r.l.	138588	SPF - Sierra Portugal Feeder 2	138589
Les Espaces Réunions S.A.	138588	Steeq S.A.	138584
Live Nation Luxembourg Holdco 1, S.à r.l.	138587	Stiletto Investments S.A.	138592
LMT S.A.	138587	TAIL Luxembourg S.à r.l.	138582
METRO INVEST S.A., société de gestion de patrimoine familial	138623	Tardis S.à r.l.	138582
Mixfinance S.A	138578	Taris S.à r.l.	138582
M-JIT S.à r.l.	138586	Tejo Investments S.à r.l.	138580
MK Helicopter S. à r.l.	138581	Tekfen International Finance & Invest- ments S.A.	138585
MK Helicopter S. à r.l.	138581	Tenaris Investments S.à r.l.	138589
MK Helicopter S. à r.l.	138582	TheInsiders S.à r.l.	138581
Parworld	138622	True Religion Brand Jeans International S.à r.l.	138583
Parworld	138604	T-Systems Luxembourg SA	138583
Patrick S.A.	138583	Tython S.à r.l.	138585
Patrick S.A.	138588	Victoria Holding S.à r.l.	138624
Peninsula International (Lux) Limited S. à r.l.	138578	VMCEE (Holding)	138624
Petit Bois Property S.A.	138580	XLGroup Finances & Industries S.A.	138584

Mixfinance S.A, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 163.022.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130795/9.

(140148289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Seynaeve Textiles Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 184.307.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 25 avril 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 26 mai 2014.

Référence de publication: 2014130885/11.

(140148320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Peninsula International (Lux) Limited S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 141.948.

Le Bilan consolidé au 31 Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (conforme Art. 314 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2014.

Peninsula International (Lux) Limited S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2014130827/14.

(140147818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

SI KAD PE, Société Immobilière Bâtiment Konrad Adenauer du Parlement européen, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.861.

EXTRAIT

Il a été décidé lors de l'assemblée générale ordinaire de la société en date du 24 juillet 2014:

- de renouveler le mandat de la société PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B65.477 comme réviseur d'entreprises pour une durée prenant fin lors de l'assemblée générale se prononçant sur les comptes annuels de l'année 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SI KAD PE

BNP Paribas Real Estate Investment Management Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014130894/20.

(140148325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Black Screen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 177.328.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société à Luxembourg en date du 31 juillet 2014

Il a été décidé d'accepter la démission de Madame Laura O'CONNOR de ses fonctions de gérant de la Société, avec effet au 31 juillet 2014, et de nommer, en remplacement de Madame Laura O'CONNOR, avec effet au 1^{er} août 2014, Monsieur Brian O'CONNOR, né le 26 août 1984 à Limerick, République d'Irlande, et demeurant au 221-223, Lower Rathmines Road, IRL - Dublin 6 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014132302/14.

(140150401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Sogeco Participations Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 105.835.

—
Extrait des décisions de l'Assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social de la société en date du 28 juillet 2014

Décisions:

L'assemblée, à l'unanimité, a décidé:

- d'accepter la démission de Guennadi TIMTCHENKO de ses fonctions de gérant A de la Société.
- de nommer aux fonctions de gérant A de la Société Françoise DUCHOSAL, gestionnaire, née à Bouveret (Suisse), le 11 juin 1942, résidant CH-1290 Genève, 10, chemin Jean Baptiste Terray, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014130896/17.

(140148328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Speman S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 104.734.

—
Extrait du Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration tenue le 26 juin 2014

Deuxième résolution:

Les administrateurs sont informés du souhait de Monsieur Thiery FLEMING, expert-comptable, de démissionner de ses fonctions d'administrateur à effet du 4 juillet 2014.

Le Conseil d'Administration propose de nommer, Monsieur Pierre LENTZ, expert comptable, né à Luxembourg le 22.04.1959, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, à partir de cette date. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Le Conseil d'Administration décide enfin, à titre provisoire jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, de coopter Monsieur Pierre LENTZ au poste d'administrateur avec effet au 4 juillet 2014, en vertu des dispositions de l'article 51 alinéa 5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SPEMAN S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014130921/21.

(140148095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Petit Bois Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 154.748.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PETIT BOIS PROPERTY S.A.

Référence de publication: 2014130846/10.

(140148098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

SN Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 104.544.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SN Properties S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014130914/11.

(140148368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Space at Work, Société Anonyme.

Siège social: L-8245 Mamer, 3, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 106.628.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SPACE AT WORK SA

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014130920/12.

(140148425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Tejo Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 188.262.

EXTRAIT

Conformément à la cession de parts sociales du 21 juillet 2014, Travis Investment SARL, avec adresse au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a vendu ses 12,500 parts sociales détenues dans la société Tejo Investments S.à r.l. à Augusta Securities Limited, ayant son siège social au 22-24 New Street, St Paul's Gate, 4^e étage, JE1 4TR St Helier, Jersey.

Les parts sociales sont désormais réparties comme suit:

Désignation de l'associé	Nombre de parts sociales
Augusta Securities Limited	12,500
Total	12,500

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130927/21.

(140148471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

MK Helicopter S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 137.255.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130797/9.

(140148147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

MK Helicopter S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 137.255.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130798/9.

(140148148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Special Projects Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 97.247.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014130923/12.

(140147871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

TheINsiders S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1452 Luxembourg, 46, rue Théodore Eberhard.
R.C.S. Luxembourg B 160.710.

Suite au contrat de vente sous seing privé du 25 février 2014, Mr Carlo MONTAGNA, gérant de sociétés, né le 27 février 1964 à Pavia, Italie, demeurant 15 rue N.S. Pierret, L-2335, Luxembourg, a vendu 126 (cent vingt-six) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100,00 (cent euros) chacune de la société à responsabilité limitée TheINsiders S.à r.l. à M. James KENT, marketing consultant, né le 2 5 mai 1970 à Epsom, UK, demeurant à 46, rue Theodore Eberhard, L-1452, Luxembourg.

Suite à cette cession M. James KENT est devenu associé unique de la société TheINsiders S.à r.l.

Le 28 juillet 2014, l'associé unique de la société à responsabilité limitée TheINsiders S.à r.l. a pris les résolutions suivantes:

- accepter la démission de M. Carlo MONTAGNA comme gérant de la société.
- nommer en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée:

M. James KENT, marketing consultant, né le 2 5 mai 1970 à Epsom, UK, demeurant à 46, rue Theodore Eberhard, L-1452, Luxembourg.

La société sera engagée dans toutes les circonstances par la signature individuelle du gérant.

- transférer le siège social de la société à l'intérieur de la commune de Luxembourg du 15 rue N.S. Pierret, L-2335, Luxembourg au 46, Rue Theodore Eberhard, L-1452, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TheINsiders S.à r.l.

Référence de publication: 2014130934/24.

(140148208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

MK Helicopter S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 137.255.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130799/9.

(140148149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

TAIL Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-5365 Luxembourg, 1c, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 181.224.

Die berufliche Adresse des Geschäftsführers Herrn Mario Warny hat sich mit Wirkung zum 1. Dezember 2013 geändert und lautet nun wie folgt: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 18. August 2014.

Für TAIL Luxembourg S.à r.l.

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014130940/14.

(140148492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Tardis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 155.160.

EXTRAIT

En date du 15 août 2014, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Madame Barbara Neuerburg, en tant que gérante, est acceptée avec effet au 4 juillet 2014.
- Madame Zuzanna Zielinska-Rousseau, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, est élu nouvelle gérante de la société avec effet au 4 juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130941/15.

(140148078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Taris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 164.811.

EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 8 juillet 2014, a pris note de la démission de Madame Stéphanie GRISIUS de ses fonctions de gérant de la société et a nommé comme nouveau gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Mr Alexander MALLET, demeurant au 26, rue Joseph Hansen, L-1716 Luxembourg, gérant.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Pour TARIS S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014130942/16.

(140148060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Patrick S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 136.619.

Par la présente, je présente ma démission de mon poste d'administrateur de votre société avec effet immédiat.

6th August 2014.

Erik Johan Cornelis Schoop.

Référence de publication: 2014130824/9.

(140148107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

True Religion Brand Jeans International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 158.336.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 5 mai 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 5 juin 2014.

Référence de publication: 2014130939/11.

(140148440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Realtune Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 156.869.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2014130859/13.

(140147973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

T-Systems Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 87.243.

Auszug aus dem Beschluss vom Verwaltungsrat vom 31. Juli 2014

Laut folgenden Beschluss vom Verwaltungsrat der Gesellschaft „T-SYSTEMS LUXEMBOURG S.A“ vom 31. Juli 2014 wurden die folgenden Beschlüsse einstimmig gefasst:

- Rücktritt des Herrn Ansgar STEDEN als Mitglied des Verwaltungsrates sowie als Verwaltungsratsdelegierter der T-SYSTEMS LUXEMBOURG mit Wirkung ab dem 31. Juli 2014 (...);

- Bestellung von Herrn Marc FRIES, mit Wohnsitz in 47877 Willich, Hardt 17 H, Deutschland, zum Mitglied des Verwaltungsrates der T-SYSTEMS LUXEMBOURG ab dem 01. August 2014 für eine Zeitdauer von drei Jahren und damit bis zum 31. Juli 2017;

- Der zuvor genannte Herr Marc FRIES wird gemäß Artikel 7 Absatz 2 des Gesellschaftsvertrages zum Verwaltungsratsdelegierten der T-SYSTEMS LUXEMBOURG ab dem 01. August 2014 für eine Zeitdauer von drei Jahren, und damit bis zum 31. Juli 2017 bestellt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gérald Stevens

Rechtsanwalt / Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014130925/21.

(140148412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Steeg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 116.815.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clémency, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130924/10.

(140148251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Revreal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 135.141.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clémency, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130871/10.

(140148252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

XLGroup Finances & Industries S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 36, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 138.366.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 16 juin 2014 que Monsieur Bernard Vicenzotto, demeurant à B-4400 Flémalle, Route Napoléon 360, a été appelé à la fonction d'administrateur de la société. La durée de son mandat a été fixée à 6 ans.

Pour avis et extrait conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014130989/13.

(140148470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

6543 Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 81.628.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société 6543 LUXEMBOURG S.A. (en liquidation), tenue à Luxembourg en date du 25 juillet 2014 que les actionnaires, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- 1) La liquidation de la société a été clôturée.
- 2) Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société, et les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers et aux actionnaires qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation sont déposés au même siège social au profit de qui il appartiendra.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014130995/21.

(140148346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Java International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 1, rue Bender.
R.C.S. Luxembourg B 186.580.

Les statuts coordonnés au 9 juillet 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2014132543/11.

(140150327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Tekfen International Finance & Investments S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 49.323.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 27 juin 2014 à 14 heures à Luxembourg

L'assemblée décide de renouveler les mandats de Madame Nilgün Sebnem BERKER, Monsieur Erhan ONER et Monsieur Ali Nihat GOKYIGIT, administrateurs et le mandat du Commissaire aux Comptes, EURAUDIT SARL qui viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale qui approuvera les comptes au 31 décembre 2014.

Extrait sincère et conforme
Signatures

Référence de publication: 2014130945/13.

(140148189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Land Development Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 57, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 158.397.

1. Il résulte d'une décision de l'unique associée prise le 23 juillet 2014 que Monsieur Alfred SUPERSBERGER, demeurant à A-5163 Mattsee, Müllnerpoint 5, remplace pour une durée indéterminée le gérant démissionnaire Monsieur Paul HÖRETZEDER, demeurant à A-4810 Gmunden, 38a, Miller von Aichholzstrasse.

2. La dénomination de la société Eurovegas Beteiligungs AG, unique associée, est désormais la suivante: EBAG Beteiligungs - AG.

Luxembourg, le 20 août 2014.

Référence de publication: 2014132561/14.

(140150103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Tython S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 731.229,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 163.661.

EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 8 juillet 2014, a pris note de la démission de Madame Stéphanie GRISIUS de ses fonctions de gérant de la société et a nommé comme nouveau gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Mr Alexander MALLET, demeurant au 26, rue Joseph Hansen, L-1716 Luxembourg, gérant.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Pour TYTHON S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014130956/16.

(140148059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

M-JIT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2229 Luxembourg, 1A, rue du Nord.
R.C.S. Luxembourg B 182.704.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 21. August 2014.

Für die Gesellschaft

Jean SECKLER

Der Notar

Référence de publication: 2014132598/13.

(140150544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Kapira, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 19.900,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 178.290.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil de gérance du 30 juillet 2014

En date du 30 juillet 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse professionnelle de Madame Elizabeth Timmer, gérant B et de Monsieur Richard BREKELMANS gérant B, du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2014.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014132546/18.

(140150072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Lara Luxembourg Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 86.287.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 8 août 2014

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de:

- Monsieur Gilles JACQUET, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg,
- Monsieur Pieter VAN NUGTEREN, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg,
- Pan European Ventures S.A., ayant son siège social à 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Peter VAN OPSTAL, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg,

Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

L'assemblée renouvelle également le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ce mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Luxembourg, le 8 août 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014132580/23.

(140150610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

LMT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 177.225.

—
DISSOLUTION

Il est porté à la connaissance du public que suite à la publication d'un certificat d'un notaire, établi à la requête de Renaissance Enterprises S.A. et LMT S.A., constatant que les conditions de l'article 279 ou de l'article 281 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont remplies, au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 2154 du 14 août 2014, la société LMT S.A. a été dissoute et a cessé d'exister.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2014.

Pour Renaissance Enterprises S.A.

Van Campen Liem Luxembourg

Référence de publication: 2014133802/17.

(140151435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2014.

Lakehouse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7344 Steinsel, 20, rue des Sangliers.
R.C.S. Luxembourg B 142.414.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue en date du 5 novembre 2013 que:

- Le mandat de Commissaire aux comptes de la société Fiduciaire Joseph Treis S.à r.l. a été révoqué;
- Madame Maggy MEISCH, née le 27 novembre 1957 à Ettelbruck (Luxembourg), demeurant au 6, am Paesch, L-9135 Schieren, a été nommé aux fonctions de Commissaire aux comptes pour un mandat d'une durée de 6 ans et qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014132578/18.

(140150454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Live Nation Luxembourg Holdco 1, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 8.905.581,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 137.449.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'associé unique en date du 31 juillet 2014:

- 1- La démission de Monsieur Michael Griffith Rowles, de son mandat de gérant de catégorie A de la Société, avec effet immédiat, a été acceptée;
- 2- La personne suivante a été nommée en tant que nouveau gérant de catégorie A, avec effet au 31 juillet 2014 et pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Alex Dawes, né à Usk, Royaume-Uni, le 15 décembre 1968, résidant au 31 Monkswell Road, Monmouth, Monmouthshire, NP25 3PF, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 21 août 2014.

Référence de publication: 2014132568/19.

(140150361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Patrick S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 136.619.

Par la présente, je présente ma démission de mon poste d'administrateur de votre société avec effet Immédiat.
6th August 2014. Giovanni La Forgia.

Référence de publication: 2014130825/9.

(140148107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

LBREP III Tim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.775,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 133.066.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 août 2014.

Référence de publication: 2014133794/10.

(140151832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2014.

Le Grain de Sel s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach, 14, route de Bigonville.
R.C.S. Luxembourg B 102.170.

Procès-verbal de l'assemblée générale extra-ordinaire du 22 Août 2014

Il résulte de l'AGE tenue ce 22 Août 2014 ce qui suit:

Transfert du siège social de n° 65 rue Principale à L-8833 Wolwelage à n°14 Route de Bigonville à L-8832 ROMBACH.

Le Grain de Sel Sàrl

Référence de publication: 2014133797/11.

(140151552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2014.

Les Espaces Réunions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3364 Leudelange, 3, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 63.597.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 20 août 2014

L'assemblée générale, après avoir délibérée, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée générale décide de nommer au poste d'administrateur, Monsieur Timo STUDER, né le 5 décembre 1991 à Luxembourg et demeurant à L-3395 Roeser, 18, rue de Bivange.

Le conseil d'administration sera, dès lors, composé comme suit:

- Monsieur Dan STUDER (Président du Conseil d'Administration et administrateur),
- Monsieur Frank BODEN (Administrateur),
- Monsieur Dan EPPS, né le 25 juillet 1969 à Echternach et demeurant professionnellement à L-1618 Luxembourg, 2 rue des Gaulois (Administrateur),
- Monsieur Timo STUDER (Administrateur).

Les mandats expireront à la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014133798/22.

(140151671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2014.

SPF - Sierra Portugal Feeder 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 134.750.

Les Comptes Annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130922/9.

(140148255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Tenaris Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 154.302.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130929/10.

(140148019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Langley HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 178.304.

RECTIFICATIF*Extrait*

Ce dépôt rectifie le dépôt n° L140116325 déposé et enregistré auprès du RCS en date du 8 juillet 2014.

Il convient de lire que l'adresse de Monsieur Mats Eklund est la suivante: 13 Farm Place, London, W8 7SX, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Langley HoldCo S.à r.l.

Référence de publication: 2014132562/14.

(140150282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

**Alu-Co 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Alu-Co S.à r.l.).**

Siège social: L-2155 Luxembourg, 78, Mühlenweg.
R.C.S. Luxembourg B 144.451.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 18 août 2014 à 9h00 à Luxembourg.

Résolution Unique

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Frank Arendt de sa fonction de gérant avec effet à ce jour.

La gérance de la société continuera d'être assurée par Madame Françoise Welter, née à Luxembourg, le 28.08.1975, demeurant à L-6184 Gonderange, 4, Cité am Wangert en fonction de gérant administratif,

et Monsieur Daniel Krippeler, né le 17.09.1962 à Luxembourg, demeurant à L-9754 Hinterhassel, Maison 2, en fonction de gérant technique.

Nommé comme gérant administratif, Madame Françoise Welter pourra par sa seule signature engager valablement la société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

L'administrateur unique

Référence de publication: 2014131008/20.

(140148281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

International Product Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 67, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 93.215.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

GERARD Rachel.

Référence de publication: 2014132535/10.

(140150102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Ayr Issuer S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9b, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 189.394.

Extrait des minutes du conseil d'administration de la société tenu au siège social de la société le 19 août 2014

Le conseil d'administration décide de nommer la société PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, Route d'Esch L - 1471 Luxembourg, enregistrée sous le numéro B 65477 au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, en tant que réviseur externe de la Société concernant l'audit des comptes annuels se clôturant le 31 décembre 2014.

A Luxembourg, le 21 août 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2014132950/16.

(140150829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Isna Car Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 9bis, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 131.661.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 19 août 2014

L'Assemblée Générale a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- De transférer le siège social de la Société du 9, rue Basse, L-4963 Clémency au 9bis, rue Basse, L-4963 Clémency.
- De ne pas renouveler le mandat de l'administrateur Michel Antolinos.
- En son remplacement, l'assemblée générale décide de nommer Monsieur Grégory Antolinos né le 4 septembre 1970 à Rillieux la Pape FRANCE, domicilié au Chemin des Glycines, 6 à CH - 1273 ARZIER (Suisse), et, Monsieur Sébastien Castagna, né le 19 mai 1973 à l'Hay-les-Roses, ayant pour adresse professionnelle, 9bis, rue Basse, L-4963 Clémency. Le mandat des nouveaux administrateurs viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2016.
- De renouveler le mandat de l'administrateur et administrateur-délégué Monsieur Eloi Delorme pour une durée de 2 ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2016.
- De ne pas renouveler le mandat du commissaire aux comptes BDO De Chazal Du Mée.
- En son remplacement, nomination de la société ACCOUNTIS S.A., société anonyme, L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.

Le mandat du nouveau commissaire aux comptes viendra à échéance lors l'assemblée générale annuelle de 2016.

- Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'administrateur Field Investment S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-168082, 9, rue Basse, L-4963 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société ISNA CAR INVEST S.A., société anonyme, Monsieur Grégory ANTOLINOS, Chemin des Glycines, 6 à CH - 1273 ARZIER (Suisse)

Pour extrait conforme

Le 19 août 2014.

Référence de publication: 2014132537/28.

(140150093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

SCI d'Alba, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 1, rue du Plébiscite.
R.C.S. Luxembourg E 3.325.

—
- Yvon HELL, gérant, réside désormais à L-2341 Luxembourg, 1 rue du Plébiscite
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014132091/9.
(140149355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

Solomo365 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 171.351.

—
Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 18 février 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 18 mars 2014.
Référence de publication: 2014132075/11.
(140149961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

Sico S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 53.786.

—
Les comptes annuels au 13/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.
Administrateur / Administrateur
NicoPatteet / K. Van Huynegem
Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014132118/13.
(140149637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

SIA Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 112.694.

—
Société constituée le 7 décembre 2005 par Me André Schwachtgen, acte publié au Mémorial C n° 515 du 10 mars 2006.
Les statuts ont été modifiés le 8 février 2010 par Me Martine Schaeffer, acte publié au Mémorial C n° 666 du 30 mars 2010.

EXTRAIT

Il résulte d'une Assemblée Générale du 25 juin 2014 que:

Le mandat de chacun des trois administrateurs Messieurs Jean Wagener, Gilbert Muller et Marc Chatel, ainsi que le mandat de Monsieur Gilbert Müller en tant que Président du Conseil d'Administration sont renouvelés pour la période d'une année, soit jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2014.

L'Assemblée générale renouvelle également le mandat du Commissaire aux Comptes, la Compagnie Européenne de Révision Sàrl, avec siège social au 15 rue des Carrefours à L-1824 Bridel, pour la période d'une année, soit jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2014.

Pour extrait
Signature
Le Mandataire

Référence de publication: 2014132117/21.
(140149680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

Stiletto Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 189.681.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le cinq août.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

- La société A.T.T.C. Management S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.363,

représentée par son gérant unique, la société A.T.T.C. (Advisors in Trust and Tax Consultants) SA, elle-même représentée par un de ses administrateurs-délégué, Monsieur Nico PATTEET, demeurant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, habilité à engager la société par sa seule signature en vertu de l'article 5 de ses statuts.

- La société A.T.T.C. SERVICES S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.364,

représentée par son gérant unique, la société A.T.T.C. (Advisors in Trust and Tax Consultants) SA, elle-même représentée par un de ses administrateurs-délégué, Monsieur Nico PATTEET, demeurant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, habilité à engager la société par sa seule signature en vertu de l'article 5 de ses statuts.

Lesquelles comparantes, représentées comme il est dit ci-dessus, ont requis le notaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparantes et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: "Stiletto Investments S.A."

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut être dissoute anticipativement par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, la gestion et la mise en valeur de ces participations, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, la participation à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter la réalisation ou l'extension, sans pouvoir entraîner cependant la modification essentielle de celui-ci.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à cinq cent soixante-dix mille euros (EUR 570.000,-) représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Elle peut être administrée par un administrateur unique dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs et dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle par la signature de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier jeudi du mois de mai à 14h30 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter par lui-même ou par mandataire, lequel dernier ne doit pas être nécessairement actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

1.- A.T.T.C. Management S.à r.l., susdite,	9.999
2.- A.T.T.C. SERVICES S.à r.l, susdite,	1
Total: dix mille actions	10.000

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de cinq cent soixante-dix mille euros (EUR 570.000,-) est dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Évaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève à environ mille sept cent quinze euros (EUR 1.715,-).

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2015.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes, représentées comme il est dit ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire, à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées et à l'unanimité, elles ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

Sont nommés aux fonctions d'administrateur:

1.- La société A.T.T.C. DIRECTORS S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.362, ayant pour représentant permanent Monsieur Koen Van Huynegem, administrateur de société, demeurant professionnellement à Luxembourg, 16, rue de Nassau.

2.- La société A.T.T.C. Management S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.363, ayant pour représentant permanent Monsieur Koen Van Huynegem, prénommé.

3.- La société A.T.T.C. SERVICES S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.364, ayant pour représentant permanent Monsieur Koen Van Huynegem, prénommé.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes:

- La société A.T.T.C. CONTROL S.A., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B60.319,

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Cinquième résolution

Le conseil d'administration est autorisé, conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés et de l'article 7 des présents statuts, à désigner un administrateur-délégué avec tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature pour les opérations de la gestion journalière.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant des comparantes, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le représentant des comparantes a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: PATTEET, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 août 2014. Relation: LAC / 2014 / 37288. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 22 août 2014.

Référence de publication: 2014133380/135.

(140151310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Roro Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 189.683.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of August.

Before Maître Anja Holtz, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg acting in replacement of Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, who shall keep the original of this deed.

Appears:

Roro Investments Limited, with registered office at Lime Grove House Green Street St Helier Jersey JE1 2ST, registered with the Jersey Companies Registry under number 116260, here duly represented by Mrs. Sophie Henryon, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of a "société à responsabilité limitée" which such party declares to incorporate.

Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a “société à responsabilité limitée”, limited liability company (the “Company”), governed by the present articles of association (the “Articles”) and by current Luxembourg laws (the “Law”), in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Commercial Companies Law”).

Art. 2. The Company’s name is “Roro Investments S.à r.l.”.

Art. 3. The Company’s purpose is:

(1) To take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises;

(2) To acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licenses and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit;

(3) Generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;

(4) To enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions;

(5) To grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company (the “Affiliates”) any assistance, loans, advances or guarantees (in the latter case, even in favor of a third-party lender of the Affiliates);

(6) To borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; and

(7) Generally to do all such other things as may appear to the Company to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers or the sole manager (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers or the sole manager (as the case may be) of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Capital - Shares

Art. 8. The Company’s share capital is set at USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars), represented by 20,000 (twenty thousand) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

Art. 9. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred “inter vivos” to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore, the provisions of Articles 189 and 190 of the Commercial Companies Law shall apply.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 11. The Company shall have power to redeem its own shares.

Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder in the proportion of the capital concerned represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 12. The Company will be managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The manager(s) shall be appointed and her/his/its/their remuneration determined by a resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the manager(s) can be modified by in the same conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and “ad nutum”, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s object, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers.

The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time sub-delegate her/his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers, or the sole manager (as the case may be) will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 13. In case of plurality of managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

The board of managers shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by a manager present and appointed for that purpose. It may also appoint a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time, provided that a majority of the managers shall never attend the meeting while being located in the same foreign jurisdiction.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers are adopted by a majority of the managers participating to the meeting or duly represented.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or any two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or any two managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Art. 14. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company, he is only responsible for the execution of his mandate.

General meetings of shareholders

Art. 15. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than 25 (twenty-five). In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case 1 (one) general meeting shall be held at least annually in Luxembourg within 6 (six) months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders may be held in the Grand-Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 16. General meetings of shareholders are convened and written shareholders resolutions are proposed by the board of managers, or the sole manager (as the case may be), failing which by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the vote cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Balance sheet

Art. 17. The Company's financial year begins on 1 January and closes on 31 December.

Art. 18. Each year, as of 31 December, the board of managers, or the sole manager (as the case may be) will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and

be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company.

At the same time the board of managers or the sole manager (as the case may be) will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 19. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

If the shareholders' number exceeds 25 (twenty-five), such inspection shall be permitted only during the 15 (fifteen) days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 20. If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) ("commissaires"), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

Where the thresholds of Article 35 of the law of 19 December 2002 on the Luxembourg Trade and Companies Register are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors ("réviseurs d'entreprises agréés") appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the qualified auditors registered in the Financial Sector Supervisory Commission ("Commission de Surveillance du Secteur Financier")'s public register."

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditors may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 21. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year 5% (five percent) of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Notwithstanding the provisions of the preceding article, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 23. The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles, or the sole shareholder (as the case may be) may resolve the dissolution of the Company.

Art. 24. The general meeting of shareholders with the consent of at least half of the shareholders holding three quarters of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 25. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 31 December 2015.

Subscription - Payment

Roro Investments Limited, here represented as mentioned above, subscribes to 20,000 (twenty thousand) shares of the Company. The shares having been fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

Description of the contribution

The contribution made by Roro Investments Limited, against the issuance of shares in the Company is composed of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) in cash.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand three hundred Euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed capital, passed the following resolutions:

1) Are appointed as managers of the Company:

- Mr. Simon Barnes, born in Liverpool (United Kingdom), on 2 December 1962, residing professionally at 15, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Mr. Sanjeev Jewootah, born in Forest-Side (Mauritius), on 29 December 1975, residing professionally at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Frits Carlsen, born in Copenhagen (Denmark), on 4 September 1958, residing professionally at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The managers shall serve for an undetermined duration.

According to article 12 of the Articles, the Company shall be bound by the joint signature of any two managers.

2) The Company shall have its registered office at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, this deed has been signed in Esch-sur-Alzette, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf août.

Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

Comparaît:

Roro Investments Limited, dont le siège social est sis à Lime Grove House Green Street St Helier Jersey JE1 2ST, inscrite au Jersey Companies Registry sous le numéro 116260, ici dûment représenté par Mme Sophie Henryon, employée privée, résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, agissant en cette qualité, a requis du notaire de dresser les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents statuts (les «Statuts») et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).

Art. 2. La dénomination de la société est "Roro Investments S.à r.l."

Art. 3. L'objet de la Société est:

(1) De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères;

(2) D'acquérir par voie de participations, d'apports, de souscriptions, de prises fermes ou d'options d'achats, de négociations et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile;

(3) De manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant;

(4) De conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;

(5) D'octroyer à toute société holding, filiale, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou à toute société appartenant au même groupe de sociétés que la Société (les «Affiliées»), tous concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un tiers-prêteur des Affiliées);

(6) D'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; et

(7) De manière générale, de faire toutes autres choses que la Société juge circonstanciel ou favorable à la réalisation des objets ci-dessus décrits ou à l'un quelconque d'entre eux.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré-décrits aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La Société a son siège social établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises par la Loi.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège demeurera luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) de la Société.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers de tout associé de la Société ne pourront, pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées des associés ou de l'associé unique (selon le cas).

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à 20.000 USD (vingt mille dollars américains) représenté par 20.000 (vingt mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un dollar américain) chacune.

Le montant du capital social peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas), adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé a un droit de vote proportionnel au nombres de parts qu'il détient.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 11. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales.

Un tel rachat sera décidé par une résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) par décision adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts, à condition qu'un tel rachat ait été proposé à chaque associé en proportion de sa participation dans le capital social représentée par ses parts sociales.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales à être rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat n'excède pas le total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés et de toutes sommes relevant de réserves disponibles à cet effet, et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés de la Société.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s), et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés ou par décision de l'associé unique (selon le cas). La rémunération du/des gérant(s) peut être modifiée dans les mêmes conditions.

L'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) peut, «ad nutum» et à tout moment, révoquer ou remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou à l'associé unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et toutes opérations en relation avec l'objet social de la Société dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique (selon le cas) peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agent(s) «ad hoc» qui n'est pas/ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) détermine les pouvoirs, les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de cet/ces agent(s), la durée de son/leur mandat ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président qui en cas d'égalité de voix, n'aura pas un vote prépondérant. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de gérance sera présidé par un gérant présent et nommé à cette fonction. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de tenir les procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation donnée par un gérant.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 (deux) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil de gérance.

Toute convocation devra spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre.

Les convocations peuvent être faites aux gérants oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

La réunion du conseil de gérance se tiendra valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Une convocation spécifique n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance qui se tiendront à l'heure et au lieu précisés dans d'une précédente résolution du conseil de gérance.

Tout gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer simultanément.

Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer et agir seulement si la majorité des gérants y est présente ou représentée.

Les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants participant au conseil ou y étant représentés.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites dans un procès-verbal, qui est signé par le président ou par deux gérants conjointement. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou par deux gérants conjointement.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans de tels cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul et même document, soit dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié.

Art. 14. Aucun gérant ne contracte en raison de ses fonctions d'obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblée générale des associés

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à 25 (vingt-cinq). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les 6 (six) mois de la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés peut se tenir au Grand-Duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 16. Les assemblées générales des associés sont convoquées et des résolutions écrites d'associés sont proposées par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite convoquant une assemblée générale et indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé.

Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles sont prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale ou sur première consultation, les associés sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée, et les résolutions seront adoptées à la majorité des votes exprimés quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès verbal ou établis par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 17. L'exercice social commence 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 18. Chaque année, au 31 décembre, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du (des) gérant(s), du (des) commissaire(s) (s'il en existe) et du (des) associé(s) envers la société.

Dans le même temps, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 19. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), une telle communication ne sera autorisée que pendant les 15 (quinze) jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la société

Art. 20. Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), la surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non.

Chaque commissaire aux comptes sera nommé pour une période expirant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des associés suivant sa nomination se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

A l'expiration de cette période, et de chaque période subséquente, le(s) commissaire(s) aux comptes pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle des associés se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) nommés par l'assemblée générale des associées ou l'associé unique (selon le cas), parmi les membres inscrits au registre public des réviseurs d'entreprises agréés tenu par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Dividendes - Réserves

Art. 21. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, 5% (cinq pour cent) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale est inférieure à ce seuil d'un dixième.

L'assemblée des associés, à la majorité prévue par la Loi, ou l'associé unique (selon le cas) peut décider à tout moment que l'excédent sera distribué entre les associés au titre de dividendes au pro rata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 22. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. L'assemblée générale des associés, selon les conditions requises pour la modification des Statuts, ou l'associé unique (selon le cas), peut décider de la dissolution et la liquidation de la Société.

Art. 24. L'assemblée générale des associés avec l'approbation d'au moins la moitié des associés détenant trois-quarts du capital social devra désigner un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, et déterminer la méthode de liquidation, les pouvoirs du ou des liquidateurs et leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata des parts sociales qu'ils détiennent.

Loi applicable

Art. 25. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Dispositions transitoires

Exceptionnellement le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2015.

Souscription - Paiement

Roro Investments Limited, ici représenté comme mentionné ci-dessus, souscrit aux 20.000 (vingt mille) parts sociales. Les parts sociales ont été entièrement payées par apport en numéraire, preuve en ayant été donnée au notaire soussigné.

Description de l'apport

L'apport fait par Roro Investments Limited en échange de l'émission des parts sociales de la Société consiste en la somme de 20.000 USD (vingt mille Dollars américains).

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille trois cents euros.

Résolutions de l'associé

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants de la Société:

- M. Simon Barnes, né à Liverpool (Royaume-Uni), le 2 décembre 1962, résidant professionnellement 15, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- M. Sanjeev Jewootah, né à Forest-Side (Maurice), le 29 décembre 1975, résidant professionnellement au 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
- M. Frits Carlsen, né à Copenhague (Danemark), le 4 septembre 1958, résidant professionnellement au 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

Conformément à l'article 12 des Statuts, la Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants.

3) Le siège social de la Société est établi au 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare que sur demande de la personne comparante, les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire du comparant, ledit mandataire a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Holtz.

Enregistré à Esch/Alzette le 20 août 2014. Relation: EAC/20104/11300. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014133352/531.

(140151312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Parworld, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 77.384.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of September.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. The board of directors of PARWORLD, a company (société d'investissement à capital variable - SICAV) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg and being registered with the trade register of the Grand Duchy of Luxembourg the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number: B77384 and which is managed by the management company BNP Paribas Investment Partners Luxembourg (the "Receiving Company");

2. the sole managing director of BNP Paribas Fund II N.V., a limited liability company, with corporate seat in Amsterdam, the Netherlands, having its address at: 1017 CE Amsterdam, the Netherlands, Herengracht 595, number Trade Register: 33241944 (the "Disappearing Company"),

the Receiving Company and the Disappearing Company hereinafter together also referred to as the "Merging Companies".

here represented by Me Jean-Pierre Mernier, professionally residing in Luxembourg, by virtue of two proxies given under private seal.

Said proxies signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration;

Copies of the minutes of the meeting of the board of managers of the Receiving Company and the Disappearing Company shall remain attached to the present deed (the "Resolutions").

The appearing parties, represented as above stated, set up the following common merger plan and require the undersigned notary to record the following:

COMMON MERGER PLAN (PROJET COMMUN DE FUSION)

Whereas:

- The Merging Companies have the intention to merge pursuant to (i) section XIV of the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Luxembourg Law on Companies") and (ii) Part 7, Book 2 of the Dutch Civil Code in such a way that the Receiving Company acquires all the assets and liabilities of the Disappearing Company by universal succession of title and by which the Disappearing Company shall cease to exist (the "Merger").

- The (i) articles 261 to 276 of the Luxembourg Law on Companies and (ii) Chapter 3A "Specific Provisions for cross-border mergers" of Book 2 of the Dutch Civil Code are applicable to the Merger.

- Neither the Receiving Company nor the Disappearing Company has a supervisory board.

- Neither of the Merging Companies has been dissolved, has been declared bankrupt or is under moratorium of payment.

- Neither of the Merging Companies has any employees or a works council;

- All issued shares in the share capital of the Disappearing Company have been fully paid up and with respect to those shares no depositary receipts for shares have been issued with the cooperation of that company and with respect to those shares no right of usufruct or pledge is in existence.

- The Merger will only become effective after a restructuring of the Disappearing Company has taken place as a result of which restructuring (i) the subfund BNP Paribas Euro Government Bond Index Fund will remain the sole existing subfund within the Company and (ii) only the following shares of a specific class in the issued share capital of the Disappearing Company will remain: class 2 shares.

and do the following

COMMON DRAFT TERMS OF THE CROSS-BORDER MERGER ("MERGER PROPOSAL"):

1. With effect as of 12 December 2014 or as soon as reasonably practicable thereafter (the "Effective Date"), the Receiving Company shall merge pursuant to (i) section XIV of the Luxembourg Law on Companies and (ii) Part 7, Book 2 of the Civil Code, with the Disappearing Company whereby the Disappearing Company following its dissolution without liquidation, shall transfer all of its assets and liabilities to the Receiving Company by universal succession of title and the Disappearing Company shall cease to exist.

2. The articles of association of the Receiving Company shall not be amended on the occasion of the Merger.

3. There are neither natural persons nor legal entities which, other than as shareholder, have special rights as referred to in section 2:320 in conjunction with section 2:312 subsection 2 under c Dutch Civil Code towards the Disappearing Company such as a right to receive a distribution of profits or to acquire shares, as a result of which no rights or compensatory payments as referred to in the above mentioned sections shall have to be granted.

4. Nor the managing directors of the Merging Companies, nor any third person involved with the proposed Merger shall obtain any benefit or advantage in connection with the Merger.

5. No change in the composition of the board of directors of the Receiving Company is intended with this Merger.

6. The financial information of the Disappearing Company will be accounted for in the annual accounts of the Receiving Company as from the Effective Date.

7. On the Effective Date, the shareholders of the Disappearing Company shall receive shares in the Receiving Company and the shareholders of the Disappearing Company shall be registered in the shareholders' register of the Receiving Company.

8. It is intended that the activities of the Disappearing Company shall be continued the same way by the Receiving Company.

9. A procedure for determination of arrangements for the involvement of employees in the definition of their rights to participation in the company as referred to in article 261 4, b and c of the Luxembourg Law on Companies and section 2:333k Dutch Civil Code will not be applicable to the Merger as neither of the Merging Companies has any employees. Therefore the Merger has also no repercussions on employment.

10. Pursuant to Article 263 of the Luxembourg Law on Companies an extraordinary general meeting of the shareholders of the Receiving Company must be held in order to approve the proposed Merger. The extraordinary general meeting referred to above shall take place at the earliest one (1) month following the publication of the Merger Proposal in the Mémorial. Furthermore no approval (other than the one required from the supervisory authority of the Receiving Company) is required with regard to the Merger relating to the Receiving Company. The articles of association of the Disappearing Company do not contain any provisions in respect of the approval of the resolution to the Merger.

11. The Merger has no impact on the amounts of the goodwill of the Receiving Company. The Merger has the following impact on the distributable reserves in the balance sheet of the Receiving Company: these reserves increase with the amount of the assets of the Disappearing Company that shall be acquired upon the Merger.

12. As a result of the Merger, the Receiving Company shall support all the liabilities of the Disappearing Company as from the Effective Date. As a consequence and in compliance with Article 268 of the Luxembourg Law on Companies, the creditors of the Merging Companies, whose claims antedate the date of publication of the deeds recording the Merger

provided for by Article 273 of the Luxembourg Law on Companies, are entitled to apply for adequate safeguards within two months after that publication to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters in the Luxembourg-city district and sitting as in urgency matters, where the Merger would make such protection necessary. The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the company after the Merger.

Further information on the creditors protection applicable to the creditors of the relevant Merging Company can be obtained free of charge at the registered office of each Merging Company.

13. The impact and the changes involved by the Merger are illustrated by a comparison table between the features of the receiving sub-fund of the Receiving Company and those applicable to the sub-fund of the Disappearing Company named BNP Paribas Euro Government Bond Index Fund in terms of structure, listing on stock exchange, investment objectives and policies, fee structure, currency, net asset value calculation, centralisation of orders, net asset value calculation date, orders settlement date, surcharge on subscriptions and discount on redemptions in favor of the sub-fund, valuation rules, minimum holding, taxation, financial periods and dividend policy, as contained in Schedule A to this proposal and the interim financial information. Schedule A mentioned above is an integrated part of this Merger Proposal.

14. According to the exchange ratio of the shares for one share, class 2, in the share capital of the Disappearing Company, one share in the privilege-DIS class of the "Track EMU Government Bond 1 - 10 Years" sub-fund of the Receiving Company will be allotted. As a result of the acquisition of all assets and liabilities of the Disappearing Company by universal succession of title the net asset value of a share in the privilege-DIS class of the "Track EMU Government Bond 1 - 10 Years" sub-fund of the Receiving Company will be similar to the intrinsic value of a share in the share capital of the Disappearing Company. As per the Effective Date, no priority shares in the capital of the Disappearing Company will be outstanding anymore. Prior to the Effective Date, the priority shares will be repurchased.

15. The valuation of the assets and liabilities of the Disappearing Company which will be transferred to the Receiving Company resulting from the Merger and, as included in the interim financial statements of the Disappearing Company, is based on the ongoing criteria followed in the preparation of the Financial Statements of the Disappearing Company and in the calculation of the net asset value of the Receiving Company. No particularities have occurred. The same valuation will be used to determine the valuation of the assets and liabilities as at the Effective Date of the Merger.

16. Since the last adopted annual accounts of the Receiving Company are prepared over the financial year that closed on 30 September 2013, an accounting statement of the Receiving Company draw up as at 31 August 2014 has been used for the purpose of this Merger. With regarding to the Disappearing Company, the interim financial statements related to the condition of the assets and liabilities per 30 September 2014 have been used.

17. As from the Effective Date, the shareholders of the Disappearing Company shall equally with the other shareholders which would be entitled to the privilege-DIS class of the "Track EMU Government Bond 1 - 10 Years" sub-fund of the Receiving Company, participate in the profits of the Receiving Company as more fully described in the prospectus dated October 2014 of the Receiving Company. No special conditions are attached to that right.

18. In case of application of section 2:333h of the Dutch Civil Code the compensation per share will be: the intrinsic value of a share as per the Effective Date minus the discount as described in the prospectus of the Disappearing Company.

19. The Merger shall have no impact on the form, corporation denomination and registered office of the Receiving Company which shall remain unchanged after the Effective Date.

20. If differences may occur in the explanation of the text due to the translation of the Merger Proposal the English text will be decisive.

* The intrinsic value can be read as Net Asset Value as detailed in the prospectus of the Receiving Company.

** The prospectus of the Receiving Company dated October 2014 will be published on www.bnpparibas-ip.com.

Schedule A: comparison table of the respective features of the Receiving Company and the Disappearing Company.

Features	Disappearing Company BNP Paribas Fund II N.V. subfund "BNP Paribas Euro Government Bond Index Fund"	Receiving Company PARWORLD subfund "Track EMU Government Bond 1-10 Years" shareclass "Privilege-DIS"
Structure	Dutch investment company with variable capital as referred to in Section 76a of Book 2 of the Dutch Civil Code with the status of Alternative Investment Institution, governed by the European Directive 2011/61/EU as implemented in the Dutch Act on Financial Supervision	Luxembourg SICAV-UCITS, part I of the law of 17 December 2010, governed by the European Directive 2009/65/EC
ISIN	NL0010696639	LU1030898677
Listing on stock exchange	Yes, on NYSE Euronext in Amsterdam	No
investment objectives	Investment objective	Investment objective

and policies

The object of BNP Paribas Euro Government Bond Index Fund is to replicate the performance of the BofA Merrill Lynch 1-10 Year Euro Government Index ('the Index'), including fluctuations, and to maintain the tracking error between the Subfund and the Index below 1%.

Investment policy

To achieve this, the manager of the Subfund's portfolio will use a full replication method as described below to ensure optimum management of the Subfund.

Full replication

The Subfund will achieve exposure to government bonds issued in the eurozone by investing at least 90% of its assets in debt securities issued by countries included in the Index.

The remainder of the assets may be invested in other debt securities, money market instruments or cash.

The Subfund aims to replicate the performance of its reference index as closely as possible. However, some degree of tracking error may occur due to replication costs.

Tracking error is calculated as the standard deviation of the difference between the weekly returns of the Subfund and the benchmark over a period of one year.

In full replication, tracking error stems mainly from transaction costs, differences in coupons, reinvestment policies, tax treatment and cash drag. The costs of rebalancing the portfolio will depend on the Index turnover and the transaction costs of trading the underlying securities. Rebalancing costs will impact negatively the Subfund's performance.

Index

The Index is the BofA Merrill Lynch 1-10 Year Euro Government Index, a total return index published in euros by BofA Merrill Lynch, which is composed of 220 securities (as at 31 December 2013). The composition of the Index is reviewed on the last calendar day of each month. The Index is valued daily. The majority of the Index's underlying components are EUR-denominated sovereign bonds publicly issued by euro area member states.

Additional information on the Index, its composition, calculation and rules for periodic review and rebalancing, as well as on the general methodology behind the Index, can be found at www.mlindex.ml.com

The objective of the "Track EMU Government Bond 1-10 Years" sub-fund is to replicate the performance of the BofA Merrill Lynch 1-10 Year Euro Government Index*, including fluctuations, and to maintain the tracking error between the net asset value of the sub-fund and that of the index below 1%.

Investment policy

For that purpose, the manager of the subfund's portfolio will use the index replication method described below, to ensure optimum management of the subfund.

Full replication

The sub-fund will achieve exposure to government bonds issued in the eurozone by investing at least 90% of its assets in debt securities issued by countries included in the index.

The remainder of the assets may be invested in debt securities other than those referred to in the core policy, money market instruments or cash.

The sub-fund aims at replicating as closely as possible the performance of its reference index. However, it may experience some degree of tracking error due to replication costs.

Tracking error is calculated as the standard deviation of the difference in the sub-fund and benchmark weekly returns over one year.

In full replication, tracking error is mainly due to transaction costs, differences in dividend reinvestment policies and tax treatments and cash drag. The sub-fund follows the same rebalancing policy as the index. Index changes are implemented on the same day as in the index in order not to deviate from the index performance. The costs of rebalancing the portfolio will depend on the index turnover and the transactions costs of trading the underlying securities. Rebalancing costs will impact negatively the sub-fund's performance.

* The benchmark is the BofA Merrill Lynch 1-10 Year Government Index, a total return index published in euros by BofA Merrill Lynch, which is composed of 226 securities (as at 16 July 2014). The composition of the index is reviewed on the last calendar day of every month. The index is valued daily. The majority of the index's underlying components are EUR-denominated sovereign bonds publicly issued by euro area member states.

Additional information on the Index, its composition, calculation and rules for

fee structure	<p>Management fee: 0.06% Service fee: 0.04% OCR: 0.10% (estimate 2 May 2014)</p>	<p>periodical review and rebalancing and on the general methodology behind the Index can be found on www.mlindex.ml.com. Management fee: Maximum: 0.25% Real: 0.01% Other costs: Maximum: 0.15% Real: 0.04% Taxe d'abonnement: 0.05% OCR: 0.10% (estimate at merger)</p>
Accounting and reference currency net asset value calculation	<p>EUR</p> <p>The net asset value of a Subfund will be determined in euros on each day on which the stock exchange of NYSE Euronext in Amsterdam is open (a 'Valuation Day') and will be published on the Management Company's Website. This will not take place on days on which the repurchase and issue of Shares is suspended.</p>	<p>EUR Other valuation currencies: USD</p> <p>For each day of the week on which banks are open for business in Luxembourg (a "Valuation Day"), there is a corresponding net asset value which is dated that Valuation Day. There will be no net asset value calculation for the days on which the stock exchange is not open or is expected to close earlier on markets that provide listing data for components representing a substantial part of the index (over 10%), with the exception of December 31st of each year, unless otherwise decided by the Board of Directors.</p> <p>It is available at the Company's registered office, from local agents, and in any newspapers designated by the Board of Directors and the web site www.bnpparibas-ip.com.</p>
Centralisation of orders	<p>16:00 CET One day before the Valuation Day (D-1)</p>	<p>15:00 CET for STP orders or 12:00 CET for non STP orders On Valuation Day (D) Day after the Valuation Day (D+1)</p>
Net asset value Calculation Date	<p>Valuation Day (D)</p>	
Orders Settlement Date	<p>two trading days after the Valuation Day (D+2)</p>	<p>Maximum three bank business days after the Valuation Day (D+3) If the settlement day is a currency holiday, the settlement will occur the following business day.</p>
Surcharge on subscriptions / Discount on redemptions in favor of the subfund valuation rules	<p>0.05% / 0.01% to net asset value</p> <p>The net asset value is determined by the Management Company on the basis of the price of the underlying securities of the Subfunds after the Cut-off Time. The following valuation principles are applied to determine the net asset value of a Subfund: Securities listed on a stock exchange are valued using the last known market price. The market price is represented by the closing price that is established after the Cut-off Time or – for investments of the Subfunds in Asian markets – the last price established before the moment of valuation. If special circumstances mean that in the opinion of</p>	<p>Not applicable</p> <p>The assets of each sub-fund shall be valued as follows: (1) the value of cash in hand and cash deposit, bills and drafts payable at sight and accounts receivable, prepaid expenses, and dividends and interest due but not yet received, shall comprise the nominal value of these assets, unless it is unlikely that this value could be received; in that event, the value will be determined by deducting an amount which the Company deems adequate to reflect the actual value of these assets; (2) the value of shares or units in undertakings for collective investment shall be determined on the basis of the last net</p>

the Management Company the last known market price does not accurately reflect the value of the investments in question, or if one or more stock exchanges or markets on which a substantial proportion of the underlying investments are traded is or are closed, listed investments may be valued on the basis of an estimate by the Management Company.

Other investments are determined at fair market value, applying the usual criteria for the investment. Other assets and liabilities are determined at nominal value. Assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the last known exchange rates. Income and expenses in foreign currencies are translated at the transaction rate.

If underlying investments consist of units in UCITS or other investment institutions, those units will be valued using the last known net asset value or estimate.

asset value available on the Valuation Day. If this is not a true reflection, the valuation shall be based on the probable sale price estimated by the Management Company in a prudent and bona fide manner;

(3) the valuation of all securities listed on a stock exchange or any other regulated market, which functions regularly, is recognised and accessible to the public, is based on the closing price on the order acceptance date, and, if the securities concerned are traded on several markets, on the basis of the most recent price on the major market on which they are traded. If this price is not a true reflection, the valuation shall be based on the probable sale price estimated by the Board of Directors in a prudent and bona fide manner;

(4) unlisted securities or securities not traded on a stock exchange or another regulated market which functions in a regular manner is recognised and accessible to the public, shall be valued on the basis of the probable sale price estimated in a prudent and bona fide manner by a qualified professional appointed for this purpose by the Board of Directors;

(5) securities denominated in a currency other than the currency in which the sub-fund concerned is denominated shall be converted at the exchange rate prevailing on the Valuation Day;

(6) If permitted by market practice, liquid assets, money market instruments and all other instruments may be valued at their nominal value plus accrued interest or according to the linear amortisation method. Any decision to value the assets in the

portfolio using the linear amortisation method must be approved by the Board of Directors, which will record the reasons for such a decision. The Board of Directors will put in place appropriate checks and controls concerning the valuation of the instruments;

(7) the Board of Directors is authorised to draw up or amend the rules in respect of the relevant valuation rates. Notwithstanding point (3) above the Board of Directors decided that in the sub-funds in which orders are accepted on the day preceding the Valuation Day, the valuation of the securities is based on the closing price on the Valuation Day.;

(8) IRS shall be valued on the basis of the difference between the value of all future interest payable by the Company to its counterparty on the valuation date at the zero coupon swap rate corresponding to the maturity of these payments and the value of all future interest payable by the counterparty to the Company on the

valuation date at the zero coupon swap rate corresponding to the maturity of these payments;

(9) the internal valuation model for CDS utilises as inputs the CDS rate curve, the recovery rate and a discount rate (LIBOR or market swap rate) to calculate the mark-to-market. This internal model also produces the rate curve for default probabilities. To establish the CDS rate curve, data from a certain number of counterparties active in the CDS market are used. The manager uses the valuation of the counterparties' CDS to compare them with the values obtained from the internal model. The starting point for the construction of the internal model is parity between the variable portion and fixed portion of the CDS on signing the CDS.

(10) since EDS are triggered by an event affecting a share, their valuation depends mainly on the volatility of the share and its asymmetrical position. The higher the volatility, the greater the risk that the share will reach the 70% threshold and therefore the greater the EDS spread. The spread of a company's CDS also reflects its volatility, since high volatility of the share indicates high volatility of the assets of the company in question and therefore a high probability of a credit event. Given that the spreads of both EDS and CDS are correlated with the implicit volatility of the shares, and that these relations have a tendency to remain stable over time, an EDS can be considered as a proxy for a CDS. The key point in the valuation of an EDS is to calculate the implicit probability of a share event. Two methods are generally accepted: the first consists of using the market spread of the CDS as input in a model to evaluate the EDS; the second uses historical data for the share in question to estimate the probability. Although historical data are not necessarily a proper guide as to what may happen in the future, such data can reflect the general behaviour of a share in crisis situation. In comparing the two approaches, it is very rare to see historic probabilities higher than the shares' implicit probabilities;

(11) the valuation of a CFD and TRS shall at any given time reflect the difference between the latest known price of the underlying stock and the valuation that was taken into account when the transaction was signed.

At the discretion of the Board of Directors:
- EUR 100,000
- Managers: none

minimum holding 1 share

taxation The most relevant fiscal aspects of investing in the Company and the constituent Subfunds are described in broad outline

Taxation of the Company

below, based on present Dutch tax legislation and case law, with the exception of provisions introduced with retroactive force after the date of this Merger Proposal. The Company

Corporate Income Tax

The Company (including the constituent Subfunds) has opted for the status of fiscal investment institution within the meaning of Section 28 of the Dutch Corporate Income Tax Act 1969 ('FII'). This means that, provided a number of conditions are met, no Corporate Income Tax is levied on the Company. One of these conditions is that the profit available for distribution is distributed to Shareholders within eight months of the end of the financial year. Price gains on securities are incorporated in the assets via the reinvestment reserve and therefore do not need to be distributed. A portion of the costs associated with administering the investments must be deducted from the reinvestment reserve. Dividend tax and foreign withholding tax Dividends received

Dividend tax is in principle deducted from dividends received which are paid by entities established in the Netherlands. Withholding tax is generally deducted from dividends paid by entities established in other countries. Where the amount of withholding tax deducted exceeds the amount to which the country in question is entitled pursuant to double taxation treaties, this withholding tax can in principle be reclaimed from the tax authorities in the country concerned.

Dividends to be distributed

The Company is in principle required to deduct dividend tax at the rate of 15% from dividends to be distributed. Distribution of dividend in the form of Shares charged to the fiscally recognised share premium reserve is not subject to dividend tax. A distribution from the reinvestment reserve can in principle be made free of dividend tax.

The dividend tax payable by the Company as deducted from dividends it has distributed may under certain conditions be reduced by the amount of Dutch dividend tax and a proportion of the foreign withholding tax (remaining after application of double taxation treaties) (up to a maximum of 15% of the foreign dividend concerned) that has been deducted from dividends paid to the Company and the constituent Subfunds, provided the Company is the ultimate beneficiary of these dividends. The foreign withholding tax (remaining after application of double taxation treaties) can't be deducted from the dividend tax payable by the Company pro rata the number of Shares held in the Company by Shareholders that

At the date of the Merger Proposal, the Company is not liable to any Luxembourg income tax or capital gains tax.

The Company is liable to an annual tax d'abonnement in Luxembourg representing 0.05% of the net asset value. This rate is reduced to 0.01% for:

- a) sub-funds with the exclusive objective of collective investments in money market instruments and deposits with credit institutions;
- b) sub-funds with the exclusive objective of collective investments with credit institutions;
- c) sub-funds, categories, or classes reserved for Institutional Investors, Managers, and UCIs.

The following are exempt from this tax d'abonnement:

- a) the value of assets represented by units, or shares in other UCIs, provided that these units or shares have already been subject to the tax d'abonnement;
 - b) sub-funds, categories and/or classes:
 - (i) whose securities are reserved to Institutional Investors, Managers or UCIs and
 - (ii) whose sole object is the collective investment in money market instruments and the placing of deposits with credit institutions, and
 - (iii) whose weighted residual portfolio maturity does not exceed 90 days, and
 - (iv) that have obtained the highest possible rating from a recognised rating agency;
 - c) sub-funds, categories and/or classes reserved to:
 - (i) institutions for occupational retirement pension or similar investment vehicles, set up at the initiative of one or more employers for the benefit of their employees, and
 - (ii) companies having one or more employers investing funds to provide pension benefits to their employees;
 - d) sub-funds whose main objective is investment in microfinance institutions;
 - e) sub-funds, categories and/or classes:
 - (i) whose securities are listed or traded on at least one stock exchange or another regulated market operating regularly that is recognized and open to the public, and
 - (ii) whose exclusive object is to replicate the performance of one or several indices.
- When due, the tax d'abonnement is payable quarterly based on the relevant net assets and calculated at the end of the quarter for which it is applicable. In addition, the Company may be subject to foreign UCI's tax, and/or other regulators levy, in the country where the sub-fund is registered for distribution.
- Taxation of the Company's investments

are not themselves liable to pay tax (Dutch and foreign exempt pension funds, exempt foundations, associations, etc.).

Shareholders

General

This section is not intended to provide a summary of all fiscal consequences for every Shareholder in relation to the acquisition, holding and disposal of Shares in the Company and the constituent Subfunds. Those consequences will depend on the personal circumstances of the Shareholder and on the legislation and jurisprudence in the country where the Shareholder resides or is established.

Shareholders should seek the advice of their own tax advisor with regard to all fiscal aspects in relation to the acquisition, holding and disposal of Shares in the Company and the constituent Subfunds in their particular situation.

Private individuals resident in the Netherlands

It is assumed in this summary of Dutch taxation aspects for private Shareholders resident in the Netherlands that the Shares in the Company and the constituent Subfunds are not (required to be) classed as part of the assets of an enterprise. It is also assumed that the Shares do not qualify as a substantial interest, that the Shareholder does not receive any income from other activities in respect of the Shares and that the Shares are not held as part of a life-course savings

scheme, an annuity investment scheme or an investmentbacked mortgage repayment scheme. Finally, the rules set out below may apply to a private individual who is resident in the Netherlands if the Shares have been placed in a protected personal assets construction that is attributed to that private individual.

Income tax

Under the Dutch Income Tax Act 2001, income from investments ('Box 3' income) is set at a notional 4% of the value of the assets invested at the start of the calendar year (reference date), regardless of the return actually realised. This notional return is taxed at a rate of 30%. The effective tax rate on the invested assets on the reference date is therefore 1.2%. The value of the assets invested is calculated as the net assets invested (assets less liabilities, where these exceed a certain threshold) and are not included in 'Box 1' or Box '2' on the Dutch income tax return), less a tax-free allowance. The general tax-free allowance for the tax year 2014 is EUR 21,139 for individual taxpayers (EUR 42,278 for partners jointly), plus any applicable surcharges.

Some of the Company's portfolio income, especially income in dividends and interest, as well as certain capital gains, may be subject to tax at various rates and of different types in the countries in which they are generated. This income and capital gains may also be subject to withholding tax. Under certain circumstances, the Company may not be eligible for the international agreements preventing double taxation that exist between the Grand Duchy of Luxembourg and other countries. Some countries will only consider that persons taxable in Luxembourg qualify under these agreements.

Taxation of Shareholders

a) Residents of the Grand Duchy of Luxembourg

On the date of the Merger Proposal, the dividends earned and capital gains made on the sale of shares by residents of the Grand Duchy of Luxembourg are not subject to withholding tax.

Dividends are taxable at the base rate.

Capital gains made on the sale of shares are not subject to income tax if the shares are held for a period of over six months, except in the case of resident shareholders holding over 10% of the shares of the Company.

b) Non-residents

In principle, according to current law and in the event that the provisions of Directive 2003/48 as specified in item c) below do not apply:

- the dividends earned and the capital gains made on the sale of shares by non-residents are not subject to withholding tax;
- the capital gains made by nonresidents on the sale of shares are not subject to Luxembourg income tax.

Nevertheless, if there is a dual tax convention between the Grand Duchy and the shareholder's country of residence, the capital gains made on the sale of shares are tax-exempt in principle in Luxembourg, with the taxation authority being attributed to the shareholder's country of residence.

c) Residents of another member state of the European Union, including the French overseas departments, the Azores, Madeira, the Canary Islands, the Åland Islands and Gibraltar.

Any individual who receives dividends from the Company or the proceeds from the sale of shares in the Company through a paying agent based in a state other than the one in which he resides is advised to seek information on the legal and regulatory provisions applicable to him.

Countries covered by Directive 2003/48 will report to the tax authorities in the state of residence of the beneficial owner of the

Dividend tax

The dividend tax deducted by the Company can in principle be set off entirely against the income tax liability, or reclaimed from the tax authorities provided the recipient of the dividend is the ultimate beneficiary.

Taxable entities established in the Netherlands

It is assumed in this summary of Dutch taxation aspects for entities established in the Netherlands that those entities are subject to Corporate Income Tax, do not hold the status of fiscal investment institutions and do not have a shareholding of 25% or more in the Company and the constituent Subfunds.

Corporate Income Tax

Except in the case of dividend distributed from the profit reserves that were present when the Shares were purchased ('purchased dividend'), dividends received are taxable. If the Shares in the Company are sold, the difference between the proceeds and the book value is taxable. The 'substantial holdings exemption' cannot be applied to Shares of the Company and the constituent Subfunds.

Dividend tax

The Dutch dividend tax deducted by the Company can in principle be set off against the Corporate Income Tax payable or reclaimed where applicable, provided the recipient of the dividend is the ultimate beneficiary.

Non-taxable entities established in the Netherlands

Dividend tax

Since 1 January 2013, certain exempt institutional investors (e.g. pension funds, associations and foundations established in the Netherlands and exempt from Dutch corporate income tax) are able in principle to reclaim all the dividend tax deducted from dividend payments by the Company from the Dutch tax authorities, provided the recipient of distributed dividends is the ultimate beneficiary of those dividends.

Entities with the status of exempt investment institutions cannot reclaim the dividend tax deducted from dividend payments by the Company from the Dutch tax authorities.

FATCA

Phased implementation of the Foreign

income the amounts of income from debt claims included in the amount distributed by the Company (if the sub-fund invests more than 15% of its assets in debt claims as defined by Article 6 of Directive 2003/48) or included in the capital gain from the sale, refund or redemption of shares in the Company (if the sub-fund invests more than 25% of its assets in debt claims as defined by Article 6 of Directive 2003/48).

Until 31 December 2014, instead of such reporting, the Grand Duchy of Luxembourg, as well as certain other countries, including Austria and Switzerland, will generally apply a withholding tax on the interest and other income related to interest paid to a beneficial owner resident in another member state.

This withholding tax will be 35%. Such withholding will be taken into consideration for tax purposes by the tax authority of the state of residence of the individual, in accordance with applicable tax law. The beneficial owner may instruct the paying agent to submit to the information-exchange system or to use a tax certificate as an alternative to the withholding tax.

d) Residents of third countries or territories
In principle, no withholding tax is levied on interest paid to residents of third countries or territories.

However, withholding tax is levied, in accordance with Directive 2003/48, on interest and related income paid out to beneficial owners resident in the Netherlands Antilles, Aruba, Guernsey, Jersey, the Isle of Man, the British Virgin Islands and Montserrat.

e) US Tax

Under the Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA") provisions coming into force as from 1st July 2014, in the case the Company invests directly or indirectly in US assets, income received from such US investments could be subject to a 30% US withholding tax.

To avoid such withholding tax the United States have entered, on 28th March 2014, into an intergovernmental agreement (the "IGA") with the Grand Duchy of Luxembourg under which the Luxembourg financial institutions undertake due diligence to report certain information on their direct or indirect U.S. investors to the Luxembourg Tax authorities. Such information will be onward reported by the Luxembourg tax authorities to the U.S. Internal Revenue Service ("IRS").

Account Tax Compliance Act ("FATCA") began on 1 January 2014. The purpose of the Act is to gather information, with the cooperation of financial institutions, on US taxpayers with financial assets held outside the United States, and to report this information to the US tax authorities (Internal Revenue Service – IRS) with a view to preventing tax evasion. Failure to cooperate with FATCA carries the risk that US withholding tax will be applied at the rate of 30% to sales proceeds or income deriving from a US source. Any US tax withheld may not be refunded by the IRS.

The Netherlands has signed an 'Intergovernmental Agreement ('IGA') with the United States. Under this Agreement, Dutch legislation will be adapted, following which the Company will be required to pass information relating to US taxpayers to the Dutch tax authorities. The Dutch tax authorities will in turn pass the information received to the US tax authority (IRS).

current financial year	1 January – 31 December	1 October – 30 September
dividend policy	Annual dividend	Annual dividend

Schedule B: Articles of Incorporation of the Receiving Company

The articles of incorporation of the Receiving Company are as follows:

ARTICLES OF ASSOCIATION ON MAY 22, 2012

Chapter I. - Company name - Term - Objects - Registered office

Art. 1. Legal form and company name. A limited company (société anonyme) in the form of an open-end investment company (société d'investissement à capital variable - "SICAV") named "PARWORLD" (hereinafter the "Company") has been established pursuant to these Articles of Association (hereinafter the "Articles of Association").

Art. 2. Term. The Company has been established for an indefinite term.

Art. 3. Object. The Company's sole object is to invest the funds that it has at its disposal in transferable securities and/or other liquid financial assets with the aim of spreading the investment risks and of sharing the results of its asset management activities with its shareholders.

In general, the Company may take all measures and carry out, at its discretion, all transactions to further its object in the broadest sense of the term in the scope of the Act of 17 December 2010 on collective investment undertakings (the "Act").

Art. 4. Registered office. The Company's registered office is located in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

In the event the Board of Directors considers that extraordinary political, economic or social events liable to compromise the Company's normal operations at the registered office or ease of communication with said registered office or by said office with other countries have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until said abnormal situation no longer exists. However, any such temporary measure shall have no effect on the Company's nationality, which, notwithstanding said temporary transfer of the registered office, shall continue to be a Luxembourg company.

The Company may, by simple decision of the Board of Directors, open branches or offices in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere.

The registered office may be moved by simple decision of the Board of Directors, either within the commune or, within the limits authorised by Luxembourg law, to another commune of the Grand Duchy of Luxembourg.

Chapter II. - Capital - Share features

Art. 5. Capital. The capital shall be represented by fully paid up shares without par value, which shall at all times be equal to the Company's net asset value.

The minimum capital is the amount provided for under the Act.

Art. 6. Sub-funds. The Board of Directors may create several sub-funds within the Company, each corresponding to a separate part of the Company's assets. Each sub-fund shall have an investment policy and a reference currency that shall be specific to it as determined by the Board of Directors.

Art. 7. Share categories and classes. Within a sub-fund, the Board of Directors may create different share categories, which shall be distinguished from each other by (i) the target investors and/or (ii) the specific cost structure and/or (iii) the currency or currencies in which the shares shall be offered, and/or (iv) the use of exchange rate or any other risk hedging techniques, and/or (v) any other characteristics determined by the Board of Directors

The shares within a category shall be of different classes as decided by the Board of Directors: (i) distribution shares granting entitlement to dividends, and/or (ii) accumulation shares not granting entitlement to dividends.

Art. 8. Share form. All shares, regardless of the sub-fund, category or class to which it belongs, may be registered or bearer shares as decided by the Board of Directors.

Bearer shares shall be issued in dematerialised form. Bearer share certificates issued in the past shall remain valid until the redemption of the respective shares. Shares relative to lost or damaged certificates shall be replaced by dematerialised bearer shares under the conditions and guarantees determined by the Company.

Registered shares shall be registered on the register of shareholders kept by the Company or by one or more individuals or legal entities that the Company appoints for this purpose. The entry must mention the name of each shareholder, his place of residence or address for service, the number of shares that he owns, the sub-fund, category and/or class to which said shares belong and the amount paid for each of said shares. In the event a particular shareholder fails to provide an address to the Company, this fact may be mentioned on the register of shareholders and the shareholder's address shall be deemed to be the Company's registered office until the shareholder provides the Company with another address. Shareholders may change the address mentioned on the register at any time by sending written notice to the Company's registered office or to any other address stipulated by the Company. Any transfer of registered shares inter vivos or upon death shall be registered on the register of shareholders.

The owner of registered shares shall receive confirmation of registration in the register.

Within the limits and conditions set by the Board of Directors, bearer shares may be converted into registered shares and vice versa, as requested by the shareholder in question. The shareholder may have to pay the costs of said conversion.

The Company acknowledges only one shareholder per share. If a share is jointly owned, if title is split or if the share is disputed, individuals or legal entities claiming a right to the share shall appoint a sole representative to represent the share with regard to the Company. The Company shall be entitled to suspend the exercise of all rights attached to the share until said representative has been appointed.

Art. 9. Issue of shares. The Board of Directors may issue new shares at any time and without limitation, without granting current shareholders a preferential subscription right to the shares to be issued. Any new shares issued must be fully paid up. It may, at its discretion, reject any share subscription.

When the Company offers shares for subscription, the price per share offered shall be equal to the net asset value of the shares of the subfund, category and class in question (or where applicable, the initial subscription price specified in the prospectus), increased, where applicable, by the costs and fees set by the Board of Directors.

The subscription price shall be paid within a time frame to be determined by the Board of Directors but which may not exceed seven bank business days in Luxembourg after the date on which the applicable net asset value has been calculated.

Subscription applications may be suspended on the terms and conditions provided for in these Articles of Association.

The Board of Directors may delegate responsibility for accepting subscriptions, receiving payment of the price of the new shares to be issued and for issuing same to any director, executive director or other representative duly authorised for this purpose.

Further to a decision by the Board of Directors, fractional shares may be issued. Said fractional shares shall grant entitlement to dividends on a pro rata basis.

The Board of Directors may agree to issue shares in consideration of a contribution in kind of securities, in compliance with the current legislation and in particular with the obligation to produce a valuation report by the Company's auditor and provided that such securities correspond to the sub-fund's investment policy and investment restrictions as described in the Company's prospectus.

Art. 10. Restrictions on holding of the Company's shares. The Company may restrict or prohibit the ownership of the Company's shares by any individual or legal entity if such possession constitutes a breach of current law or is harmful to the Company in other ways.

Art. 11. Conversion of shares. Save for specific restrictions decided by the Board of Directors and mentioned in the prospectus, all shareholders may request that all or part of their shares of a certain category/class be converted into shares of a same or another category/class within the same sub-fund or in a different sub-fund.

The conversion price of the shares shall be calculated on the basis of the respective net asset value of both share categories/classes in question calculated on the same calculation date, factoring in, where applicable, costs and fees set by the Board of Directors.

If a share conversion causes the number or total net asset value of shares that a shareholder owns in a given share category/class to fall below the minimum number or value determined by the Board of Directors, the Company may compel said shareholder to convert all his shares in said category/class.

Converted shares shall be cancelled.

Conversion applications may be suspended in accordance with the terms and conditions of these Articles of Association.

Art. 12. Redemption of shares. All shareholders may request the Company to redeem all or part of his shares in accordance with the terms and conditions set by the Board of Directors in the prospectus and within the limits imposed by law and these Articles of Association.

The redemption price shall be paid within a time frame to be determined by the Board of Directors but which may not exceed seven bank business days in Luxembourg after the date on which the applicable net asset value has been calculated.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the sub-fund, category/class concerned, less, where applicable, any costs and fees set by the Board of Directors. This redemption price may be rounded off to the next higher or lower unit or fraction of the currency in question, as determined by the Board of Directors.

If a redemption request causes the number or total net asset value of the shares that a shareholder owns in a share category/class to fall below such minimum number or value set by the Board of Directors, the Company may compel said shareholder to redeem all of his shares in said share category/class.

The Board of Directors may pay the redemption price to any consenting shareholder by allocation in kind of the securities of the sub-fund in question, provided that the other shareholders do not sustain a loss and a valuation report is drawn up by the Company's auditor. The nature or type of assets to be transferred in such case shall be determined by the manager in compliance with the sub-fund's investment policy and restrictions.

All redeemed shares shall be cancelled.

Redemption applications may be suspended in accordance with the terms and conditions set forth in these Articles of Association.

Art. 13. Share splitting/consolidation. The Board of Directors may decide at any time to split up or consolidate the shares issued within one same class, same category or same sub-fund, according to the conditions set by it.

Art. 14. Net asset value. The Company shall calculate the net asset value of each sub-fund, the net asset value per share for each category and class and the issue, conversion and redemption prices at least twice per month, at to a frequency to be set by the Board of Directors.

The net asset value of each sub-fund shall be equal to the total value of the assets of said sub-fund less the sub-fund's liabilities.

The net asset value per share is obtained by dividing the net assets of the sub-fund in question by the number of shares issued for said subfund, considering, where applicable, the breakdown of the net assets of said sub-fund between the various share categories and classes of the concerned sub-fund.

Said net value shall be expressed in the currency of the sub-fund in question or in any other currency that the Board of Directors may choose.

The day on which the net asset value is dated shall be referred to in these Articles of Association as the "Calculation Date".

The valuation methods shall be as follows:

The Company's assets include:

- (1) cash in hand and cash deposits, including interest accrued but not yet received and interest accrued on these deposits until the payment date;
- (2) all notes and bills payable on demand and amounts receivable (including the results of sales of securities before the proceeds have been received);
- (3) all securities, units, shares, bonds, option or subscription rights and other investments and securities which are the property of the Company;
- (4) all dividends and distributions to be received by the Company in cash or securities that the Company is aware of;
- (5) all interest accrued but not yet received and all interest generated up to the payment date by securities which are the property of the Company, unless such interest is included in the principal of these securities;
- (6) the Company's formation expenses, insofar as these have not been written down;
- (7) all other assets, whatever their nature, including prepaid expenses.

Without prejudice to the specific provisions applicable to any sub-fund, category and/or class, the value of these assets shall be determined as follows:

(a) the value of cash in hand and cash deposits, bills and drafts payable at sight and amounts receivable, prepaid expenses, and dividends and interest due but not yet received, shall comprise the nominal value of these assets, unless it is unlikely that this value could be received; in that event, the value will be determined by deducting an amount which the Company deems adequate to reflect the actual value of these assets;

(b) the value of shares, or units in undertakings for collective investment shall be determined on the basis of the last net asset value available on the valuation day;

(c) the valuation of all securities listed on a stock exchange or any other regulated market which functions regularly, is recognised and accessible to the public, is based on the closing price on the order acceptance date, and, if the securities concerned are traded on several markets, on the basis of the most recent price on the major market on which they are traded; if this price is not a true reflection, the valuation shall be based on the probable sale price estimated by the Board of Directors in a prudent and bona fide manner.

(d) unlisted securities or securities not traded on a stock exchange or another regulated market which functions in a regular manner, is recognised and accessible to the public, shall be valued on the basis of the probable sale price estimated in a prudent and bona fide manner by a qualified professional appointed for this purpose by the Board of Directors.

(e) securities denominated in a currency other than the currency in which the subfund concerned is denominated shall be converted at the exchange rate prevailing on the valuation day.

(f) the Board of Directors is authorised to draw up or amend the rules in respect of the relevant valuation rates. Decisions taken in this respect shall be included in the prospectus.

(g) derivative financial instruments shall be valued according to the rules decided by the Board of Directors and described in the prospectus. These rules shall have been approved in advance by the Company's auditor and the supervisory authorities.

The Company's liabilities include:

- (1) all loans, matured bills and accounts payable;
- (2) all known liabilities, whether or not due, including all contractual obligations due and relating to payment in cash or kind, including the amount of dividends announced by the Company but yet to be paid;
- (3) all reserves, authorised or approved by the Board of Directors, including reserves set up in order to cover a potential capital loss on certain of the Company's investments;
- (4) any other undertakings given by the Company, except for those represented by the Company's equity. For the valuation of the amount of these other liabilities, the Company shall take account of all the charges for which it is liable, including, without restriction, the costs of amendments to the Articles of Association, the prospectus and any other documents relating to the Company, management, performance and other fees and extraordinary expenses, any taxes and duties payable to government departments and stock exchanges, the costs of financial charges, bank charges or brokerage incurred upon the purchase and sale of assets or otherwise. When assessing the amount of these liabilities, the Company shall take account of regular and periodic administrative and other expenses on a pro rata temporis basis.

The assets, liabilities, expenses and fees not allocated to a sub-fund, category or class shall be apportioned to the various sub-funds, categories or classes in equal parts or, subject to the amounts involved justifying this, proportionally to their respective net assets. Each of the Company's shares which is in the process of being redeemed shall be considered as a share issued and existing until closure on the valuation day relating to the redemption of such share and its price shall be considered as a liability of the Company as from closing on the date in question until such time as the price has been duly paid. Each share to be issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be considered as issued as from closing on the calculation date of its issue price and its price shall be considered as being an amount due to the Company until such time as it has been duly received by the Company. As far as possible, account shall be taken of any investment or disinvestment decided by the Company until the valuation day.

The total amount of annual fees payable by a sub-fund, category or class of share shall never exceed 5% (five per cent) of its average net assets.

If it considers that the net asset value calculated is not representative of the real value of the Company's shares, or if since the calculation there have been significant developments on the markets concerned, the Board of Directors may decide to have it updated on that same day, and shall determine a new net asset value in a prudent and bona fide manner.

Art. 15. Suspension of the calculation of the net asset value and the issue, conversion and redemption of the shares. Without prejudice to legal causes for suspension, the Company's Board of Directors may at any time temporarily suspend the calculation of the net asset value of shares of one or more sub-funds as well as the issue, conversion and redemption of shares in the following cases:

(a) during any period when one or more currency markets or a stock exchange, which are the main markets or exchanges where a substantial portion of a sub-fund's investments at a given time are listed, is/are closed, except for normal closing days, or during which trading is subject to major restrictions or is suspended;

(b) when the political, economic, military, currency, social situation or any event of force majeure beyond the responsibility or power of the Company makes it impossible to dispose of one assets by reasonable and normal means, without seriously harming the shareholders' interests;

(c) during any failure in the means of communication normally used to determine the price of any of the Company's investments or the going prices on a particular market or exchange;

(d) when restrictions on foreign exchange or transfer of capital prevents transactions from being carried out on behalf of the Company or when purchases or sales of the Company's assets cannot be carried out at normal exchange rates;

(e) as soon as a decision has been taken to either liquidate the Company or one or more sub-funds, categories or classes;

(f) to determine an exchange parity under a merger, partial business transfer, splitting or any restructuring operation within, by or in one or more sub-funds, categories, or classes;

(g) for a "feeder" sub-fund, when the net asset value, issue, conversion, or redemption of units, or shares of the "master" sub-fund are suspended;

(h) any other cases when the Board of Directors estimates by a justified decision that such a suspension is necessary to safeguard the general interests of the shareholders concerned.

In the event the calculation of the net asset value is suspended, the Company shall immediately and in an appropriate manner inform the shareholders who requested the subscription, conversion or redemption of the shares of the sub-fund(s) in question.

In the event the total net redemption/conversion applications received for a given sub-fund on the valuation day equals or exceeds a percentage determined by the Board of Directors, the Board of Directors may decide to reduce and/or defer the redemption/conversion applications on a pro rata basis so as to reduce the number of shares redeemed/converted to date to the percentage of the net assets of the sub-fund in question determined by it. Any redemption/conversion applications thus deferred shall be given priority in relation to redemptions/conversion applications received on the next valuation day, again subject to the limit set by the Board of Directors.

In exceptional circumstances which could have a negative impact on shareholders' interests, or in the event of subscription, redemption or conversion applications exceeding a percentage of a sub-fund's net assets as determined by the Board of Directors, the Board of Directors reserves the right not to determine the value of a share until such time as the required purchases and sales of securities have been made on behalf of the sub-fund. In that event, subscription, redemption and conversion applications in the pipeline will be processed simultaneously on the basis of the net asset value so calculated.

Pending subscription, conversion and redemption applications may be withdrawn by written notification provided that such notification is received by the company prior to lifting of the suspension. Pending applications will be taken into account on the first calculation date following lifting of the suspension. If all pending applications cannot be processed on the same calculation date, the earliest applications shall take precedence over more recent applications.

Chapter III. - Management and Supervision of the company

Art. 16. Directors. A Board of Directors comprised of at least three members shall manage the Company. Board members do not need to be Company shareholders. The General Meeting of shareholders shall appoint them for a term of office of six years at most, which shall be renewable.

The General Meeting may remove a director from office at will.

If the seat of a director appointed by the General Meeting of shareholders become vacant, the directors still in office may temporarily appoint a director. In this case, the General Meeting shall make a permanent appointment at its next meeting.

Art. 17. Chairmanship and Board Meetings. The Board of Directors shall appoint a Chairman and possibly one or more Vice-Chairmen from amongst its members. It may also appoint a secretary who does not need to be a director.

The Board of Directors shall meet at the request of the Chairman or, if he is unable to act, a Vice-Chairman or two directors whenever this is in the Company's best interests, at the place, date and time specified in the notice of meeting. Any director who is unable to attend a Board meeting may appoint another director, in writing, telex, fax or any other means of electronic transmission, to represent him and to vote in his stead. A director may represent one or more of his colleagues.

Save for an emergency, all directors shall be given at least 24 hours' notice in writing of any Board meeting. In the event of an emergency, the nature and the reasons thereof shall be mentioned in the notice of meeting. There shall be no need for such notice of meeting if each director consents in writing or by cable, telegram, telex or fax to such waiver of notice. A specific notice of meeting shall not be required for a Board meeting held at a time and venue specified in a resolution that has already been adopted by the Board of Directors.

Board meetings shall be chaired by the Chairman or, in his absence, the eldest of the Vice-Chairmen, if any, or in their absence, the delegated director, if any, or in his absence, the eldest director attending the meeting.

The Board of Directors may conduct business and act only if the majority of directors are present or represented. Decisions shall be taken by a simple majority of votes cast by the directors attending the meeting or represented. The

votes cast shall not include those of directors who did not take part in the voting, abstained, or cast a blank or void vote. If, during a Board meeting, there is a tie in voting for or against a decision, the person chairing the meeting shall have a casting vote.

All directors may participate at a Board meeting by telephone conference or by other like means of communications where all individuals attending said meeting can hear one another. Participation at a meeting by these means amounts to attendance in person at said meeting.

Notwithstanding the foregoing provisions, a Board decision may also be taken by circular letter. Such decision shall be approved by all directors who sign a single document or multiple copies thereof. Such decision shall have the same validity and force as if it had been taken at a meeting that had been duly convened and held.

The Chairman or the person who chairs the meeting in his absence shall sign the minutes of Board meetings.

Art. 18. Board powers. The Board of Directors shall have the broadest powers to carry out all acts of management or disposal in the Company's best interests. All powers not expressly reserved to the General Meeting under current law or these Articles of Association shall be the remit of the Board of Directors.

With regard to third parties, the Company shall be validly committed by the joint signature of two directors or the sole signature of all individuals to whom powers of signature have been delegated by the Board of Directors.

Art. 19. Daily management. The Company's Board of Directors may delegate its powers relating to the daily management of the Company's business (including the right to act as the Company's authorised signatory) and to represent it for said management either to one or more directors or to one or more agents who need not necessarily be Company shareholders. Said individuals shall have the powers conferred on them by the Board of Directors. They may sub-delegate their powers, if authorised by the Board of Directors. The Board of Directors may also grant all special mandates by notarised power of attorney or by private power of attorney.

In order to reduce the operating and administrative expenses, while making it possible to achieve more extensive diversification of investments, the Board of Directors may decide that all or part of the Company's assets shall be jointly managed with assets owned by other collective investment undertakings or that all or part of the assets of sub-funds, categories and/or classes shall be jointly managed between them.

Art. 20. Investment policy. The Board of Directors, applying the principle of the spreading of risks, shall be fully empowered to determine the investment policy and restrictions of the Company and each of its sub-funds, and the guidelines to be followed for the management of the Company, in compliance with the law and subject to the following conditions:

- a) The Company may invest in any transferable securities and money market instruments officially listed on a stock exchange or traded on a regulated market, operating regularly, that is recognised and open to the public, in any country;
- b) Overall, the Company may not invest more than 10% of the assets of each subfund in UCITS and other undertakings for collective investment, apart for certain subfunds if mentioned in their investments policy;
- c) The Board of Directors may specify that a sub-fund's investment policy should be the replication of the composition of an equity or bond index within the limits authorised by law and the supervisory authorities;
- d) The Company may invest, in accordance with the principle of riskspreading, at least 35% and up to 100% of its assets in different issues of transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, by its local authorities, or by a state that is not part of the European Union or by international public organisations to which one or more Member States of the European Union belong. These securities must come from at least six different issues, and the securities belonging to a single issue must not account for more than 30% of the net asset value of the subfund.
- e) A sub-fund of the Company may subscribe, purchase and/or hold shares of one or more other sub-funds (referred to as "target subfunds") of the Company provided that:
 - the target sub-funds do not in turn invest in this sub-fund;
 - the proportion of assets that each target sub-fund invests in other target-sub-funds of the Company does not exceed 10%;
 - any voting rights attached to the shares of the target sub-funds shall be suspended as long as they are held by the sub-fund and without prejudice of appropriate treatment in the accounting and periodic reports;
 - in all cases, as long as these target sub-fund shares are held by the Company, their value shall not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for purposes of verifying the minimum threshold of net assets required by law;
 - there shall be no duplication of management/subscription commissions or redemption between these commissions at the level of the sub-fund that invested in the target sub-fund and this target sub-fund.
- f) The Board of Directors may create "feeder sub-funds" under the conditions provided for by law.

Art. 21. Delegation of Management and Advice. The Company may enter into one or more management agreement (s), in the broadest sense of the term within the meaning of the Act, or consultancy agreements with any Luxembourg or foreign company within the limits and subject to the conditions authorised by law.

Art. 22. Invalidation clause. No contract and transaction that the Company may enter into with other companies or firms may be affected or invalidated by the fact that one or more directors or executive directors of the Company has/ have any interest whatsoever in such other company or firm or by the fact that he is a director, shareholder or partner, executive director or employee thereof.

The director or executive director of the Company who is a director, executive director or employee of a company or firm with which the Company signs contracts or otherwise does business shall not thereby be deprived of the right to deliberate, vote and act in connection with matters related to such contracts or such business. In the event a director or an executive director has a personal interest in a Company transaction, said director or executive director shall inform the Board of Directors of his personal interest and shall not deliberate or take part in the vote on said transaction. A report on said transaction and on the personal interest of such director or non-executive director shall be submitted at the next meeting of shareholders.

Art. 23. Company auditor. The accounting data set forth in the annual report drawn up by the Company shall be audited by an authorised company auditor who shall be appointed by the General Meeting for the term of office that it shall set and who shall be remunerated by the Company.

Chapter IV. - General meetings

Art. 24. Representation. The duly formed meeting of the Company's shareholders shall represent all Company shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the Company's operations. Resolutions voted at such meetings shall be binding on all shareholders, regardless of the category or class of shares they own. However, if the decisions concern exclusively the specific rights of shareholders of a sub-fund, a category or class or if there is a risk of conflict of interest between the various sub-funds, said decisions must be taken by a general meeting representing the shareholders of said sub-fund, said category or class.

Art. 25. General Meeting of shareholders. The Annual General Meeting of shareholders will be held at the Company's registered office or at any other place in the Grand Duchy of Luxembourg specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of January at 11.00 a.m. If said day is a legal public or banking holiday in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the next bank business day. The Annual General Meeting may be held abroad if the Board of Directors records, at its sole discretion, that this change of venue is necessary on account of exceptional circumstances.

All other General Meetings of shareholders shall be convened at the request either of the Board of Directors, or of shareholders representing at least one-tenth of the capital. They shall be held at the date, time and place specified in the notice of meeting.

Meetings shall be chaired by the Chairman of the Board of Directors or, in his absence, the eldest Vice-Chairman, if any, or in his absence, a delegated Director, if any, or, in his absence, one of the directors or any other person appointed by the Meeting.

Art. 26. Votes. Votes shall be on a one-share one-vote basis and all shares, regardless of the sub-fund to which they belong shall take an equal part in decisionmaking at the General Meeting. Fractional shares shall have no voting right.

All shareholders may attend meetings either in person or by appointing any other individual as a representative in writing, by cable, telegram, telex or fax.

Art. 27. Quorum and majority conditions. Unless otherwise provided for under current law or these Articles of Association, the General Meeting of Shareholders shall validly deliberate, regardless of the portion of capital represented. Resolutions shall be adopted by a simple majority of votes cast. The votes cast shall not include those attached to shares for which the shareholder did not take part in the voting, abstained, or cast a blank or void vote.

Chapter V. - Financial year

Art. 28. Financial year. The financial year starts on 1 October of each year and ends on 30 September of the next year.

Art. 29. Allocation of the annual profit/loss. Dividends may be distributed provided that the Company's net assets at all times exceed the minimum capital provided for by law.

Following a proposal by the Board of Directors, the General Meeting of Shareholders shall decide, for each category/class of shares, on a dividend and the amount of the dividend to be paid to the distribution shares.

If it is in the interests of shareholders not to distribute a dividend, in view of market conditions, no distribution will be made..

The Board of Directors may, in accordance with current law, distribute interim dividends.

The Board of Directors may decide to distribute dividends in the form of new shares instead of dividends in cash, in accordance with the terms and conditions that it sets.

Dividends shall be paid in the currency of the sub-fund, unless the Board of Directors decides otherwise.

Chapter VI. - Dissolution - Liquidation - Merger - Contribution

Art. 30. Dissolution. The Company may be dissolved at any time by decision of the General Meeting of Shareholders, ruling as for the amendment of the Articles of Association.

If the Company's capital falls to less than two thirds of the minimum legal capital, the directors may submit the question of the Company's dissolution to the General Meeting, which shall deliberate without a quorum by a simple majority of the shareholders in attendance or represented at the Meeting; account shall not be taken of abstentions. If the capital falls to less than one quarter of the minimum legal capital, the General Meeting shall also deliberate without a quorum, but the dissolution may be decided by the shareholders owning one quarter of the shares represented at the Meeting.

The Meeting must be convened to ensure that it is held within a forty day period as from the date on which the net assets are recorded to be respectively less than two thirds or one quarter of the minimum capital.

Art. 31. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, it shall be liquidated by one or more liquidators, natural persons or legal entities that the General Meeting shall appoint and whose powers and fees it shall set.

The liquidators shall allocate the net proceeds of the liquidation of each sub-fund, category/class between the shareholders of said sub-fund, category/class in proportion to the number of shares they own in said sub-fund or category/class.

In the case of straightforward liquidation of the Company, the net assets will be distributed to the eligible parties in proportion to the shares held in the Company. Any assets not distributed within a time period set by the regulations in force will be deposited at the Public Trust Office (Caisse de Consignation) until the end of the legally specified limitation period.

Art. 32. Liquidation, merger, transfer, splitting of sub-funds, Categories and/or Classes of shares. The Board of Directors shall have sole authority to decide on the effectiveness and terms of the following, under the limitations and conditions prescribed by law:

- 1) either the pure and simple liquidation of a sub-fund,
- 2) or the closure of a sub-fund by transfer to another sub-fund of the Company,
- 3) or the closure of a sub-fund by transfer to another collective investment undertaking, whether incorporated under Luxembourg law or established in another member state of the European Union,
- 4) or the transfer to a sub-fund a) of another sub-fund of the Company, and/or b) of a sub-fund of another collective investment undertaking,

whether incorporated under Luxembourg law or established in another member state of the European Union, and/or c) of another collective investment undertaking, whether incorporated under Luxembourg law or established in another member state of the European Union;

- 5) or the splitting of a sub-fund.

A feeder sub-fund shall be liquidated under the conditions provided for by law when the master sub-fund itself is liquidated or merged or split.

As an exception to the foregoing, if the Company should cease to exist as a result of such a merger, the effectiveness of this merger must be decided by a General Meeting of Shareholders of the Company resolving under the conditions provided for in Article 27 of these Articles of Association.

In the event of the pure and simple liquidation of a sub-fund, the net assets shall be distributed between the eligible parties in proportion to the assets they own in said sub-fund. The assets not distributed within a time period set by the regulations in force shall be deposited with the Public Trust Office (Caisse de Consignation) until the end of the legally specified limitation period.

Pursuant to this Article, the decisions adopted at the level of a sub-fund may be adopted similarly at the level of a share category and/or class.

Chapter VII - Final provisions

Art. 33. Deposit of Company assets. Insofar as required by law, the Company shall enter into a depository agreement with a bank or savings institution within the meaning of the Amended Act of 5 April 1993 relating to the supervision of the financial sector (the "Depository Bank").

The Depository Bank shall have the powers and responsibilities provided for by law.

If the Depository Bank wishes to withdraw, the Board of Directors shall endeavour to find a replacement within two months as from the date when the withdrawal became effective. The Board of Directors may terminate the depository agreement but may only terminate the Depository Bank's appointment if a replacement has been found.

Art. 34. Amendments of the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a General Meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting criteria required under current law and the requirements of these Articles of Association.

Art. 35. Statutory provisions. For all matters not governed by these Articles of Association, the parties refer to the Companies Act of 10 August 1915 and amendments thereto and to the Act of 17 December 2010 on collective investment undertakings and subsequent amendments.

Fees and duties:

Any charges, duties or fees owing as a result of the merger will be met by the acquiring company.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the Common Merger Plan and of all acts, documents and formalities incumbent on the Merging Parties pursuant to the Law.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on the request of the proxy holder, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned in the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, the said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Signé: J.-P. MERNIER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 septembre 2014. Relation: LAC/2014/45427. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Référence de publication: 2014157562/1029.

(140178081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Parworld, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 77.384.

Rectificatif du dépôt numéro L140178081, déposé le 09/10/14.

In the year two thousand and fourteenth, on the sixth day of the month of October.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg,

There appeared

Me Jean-Pierre Mernier, professionally residing in Luxembourg, who acted as proxyholder of

1. The board of directors of PARWORLD, a company (société d'investissement à capital variable - SICAV) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg and being registered with the trade register of the Grand Duchy of Luxembourg the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number: B77384 and which is managed by the management company BNP Paribas Investment Partners Luxembourg (the "Receiving Company");

2. the sole managing director of BNP Paribas Fund II N.V., a limited liability company, with corporate seat in Amsterdam, the Netherlands, having its address at: 1017 CE Amsterdam, the Netherlands, Herengracht 595, number Trade Register: 33241944 (the "Disappearing Company"),

At the merger proposal (the "Merger Proposal") recorded before the undersigned notary on September 30, 2014, number 3332/2014, registered in Luxembourg Actes Civils, on September 30, 2014 Relation: LAC/2014/45427, not yet published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C nor deposit with the Trade ad Company Register in Luxembourg.

The proxies signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, are attached to the said merger proposal.

The appearing party asked the undersigned notary to record the following rectifications in the Merger Proposal and in the comparison table of the respective features of the Receiving Company and the Disappearing Company appended as Schedule A to the Merger Proposal:

1. The Effective Date defined in item 1 of the Merger Proposal is set at December 19, 2014 (instead of December 12, 2014);

2. Item 2 of the Merger Proposal is corrected to read as follows:

"The articles of association of the Receiving Company read now as attached as Schedule B to this proposal. The articles of association of the Receiving Company shall not be amended on the occasion of the Merger. The Schedule B mentioned above is an integrated part of this Merger Proposal.";

3. The last sentence of the first paragraph of item 12 of the Merger Proposal is amended to read as follows:

"The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the Receiving Company after the Merger."

4. The wording "surcharge on subscriptions and discount on redemptions in favor of the subfund" contained in item 13 of the Merger Proposal is amended to read as follows:

"premium on subscriptions and discount on redemptions, maximum entry / conversion / exit fees chargeable by placing agents";

5. The items "fee structure" and "surcharge on subscriptions / discount on redemptions in favor of the subfund" contained in Schedule A to the Merger Proposal are amended and a new item is added to this Schedule A as follows:

fee structure	Management fee: 0.06% Service fee: 0.04% OCR: 0.10% (estimate 2 May 2014)	Management fee: Maximum: 0.05% Actual: 0.01% Other costs: Maximum: 0.05% Actual: 0.04% Taxe d'abonnement: 0.05% OCR: 0.10% (estimate at merger)
Premium on subscriptions / Discount on redemptions	If there is a net issue of shares on a Valuation Day, the net asset value is increased by a premium of 0.05%; in the event of a net repurchase of shares, the net asset value is reduced by a discount of 0.01%. The discount and premium is used solely to cover the costs of the entry and withdrawal of shareholders and is added to the fund assets.	Not applicable
Max. Entry / Conversion / Exit fees chargeable by placing agents	Not applicable	Entry fee: max. 3% Conversion fee: max. 1.5% Exit fee: None

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on the request of the proxy holder, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned in the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, the said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Signé: J.-P. MERNIER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 octobre 2014. Relation: LAC/2014/46517. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Référence de publication: 2014157563/74.

(140178860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Phimac Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 118.630.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130847/9.

(140148036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

METRO INVEST S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 6.462.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130790/10.

(140148127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Victoria Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 101.716.

Le Bilan consolidé au 31 janvier 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014132845/10.

(140150179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

AXA Redilion ManagementCo S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 168.843.

La dénomination du gérant commandité de la Société Redilion Management S.à r.l. est désormais AXA Redilion Management S.à r.l. avec effet au 22 mai 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014131723/10.

(140149609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

VMCEE (Holding), Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.400,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 187.759.

Par un contrat de vente du 31 juillet 2014, l'actionnaire de la Société, Vadercom Limited, propriétaire de 12,500 parts sociales de classe A, 100 parts sociales de classe B, 100 parts sociales de classe C, 100 parts sociales de classe D, 100 parts sociales de classe E, 100 parts sociales de classe F, 100 parts sociales de classe G, 100 parts sociales de classe H, 100 parts sociales de classe I et 100 parts sociales de classe J respectivement, ayant son siège social au Winton House, Winton Square, Basingstoke, RG21 8EN, United Kingdom, a transférée les 12,500 parts sociales de classe A, 100 parts sociales de classe B, 100 parts sociales de classe C, 100 parts sociales de classe D, 100 parts sociales de classe E, 100 parts sociales de classe F, 100 parts sociales de classe G, 100 parts sociales de classe H, 100 parts sociales de classe I et 100 parts sociales de classe J respectivement à la Société CEE Mobile Capital, LLC, ayant son siège social au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle, Delaware 19801.

Les actions de la société sont depuis, comme suit:

CEE Mobile Capital, LLC 12,500 parts sociales de classe A

100 parts sociales de classe B

100 parts sociales de classe C

100 parts sociales de classe D

100 parts sociales de classe E

100 parts sociales de classe F

100 parts sociales de classe G

100 parts sociales de classe H

100 parts sociales de classe I

100 parts sociales de classe J

Luxembourg, le 21 août 2014.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014132848/31.

(140150706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.